

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère chargé des Transports
Direction interdépartementale des Routes Massif Central

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur interdépartemental des Routes Massif Central par arrêté préfectoral n°69-2023-08-21-00012 portant désignation du pouvoir adjudicateur des contrats de la direction interdépartementale des routes Massif Central

Objet de la consultation

Déconstruction et reconstruction du CEI de Langogne

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 15 septembre 2025 à 12 h 00 (heure locale de l'adresse du RMO)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2-1. Définition de la procédure.....	4
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	4
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	5
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	5
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	5
2-8. Délai d'exécution des travaux.....	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-10. Délai de validité des offres.....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant l'organisation du chantier.....	6
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	8
3-1. Solution de base.....	8
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION.....	12
4-1. Sélection des candidatures.....	12
4-2. Jugement et classement des offres.....	12
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	15
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	15
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	16

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....17

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation concerne :

la déconstruction et la reconstruction du CEI de Langogne

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : ZI route de Pignol - 48300 Langogne

A titre indicatif, le début des travaux est prévu pour janvier 2026.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure **adaptée** définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 17 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	Déconstruction - Terrassement
Lot 2	Voirie - Réseaux divers
Lot 3	Gros œuvre
Lot 4	Charpente bois
Lot 5	Couverture - Bardage
Lot 6	Menuiseries extérieures aluminium
Lot 7	Menuiseries intérieures bois
Lot 8	Serrurerie
Lot 9	Doublages - Cloisons - Isolation - Plafonds
Lot 10	Faux Plafonds
Lot 11	Carrelages - Faïences

Désignation des lots	
Lot 12	Peintures
Lot 13	Nettoyage
Lot 14	Electricité
Lot 15	Sanitaire - VMC - Chauffage
Lot 16	Bâtiments modulaires
Lot 17	Panneaux photovoltaïques

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), sauf à cas de proposition de solution variante. Si acceptation de la variante, les compléments apportés au CCTP deviendront contractuels.

2-5. Variantes

Les candidats pourront proposer des solutions variantes de leur choix, mais dans tous les cas, ils devront répondre à la solution de base du dossier de consultation.

Chaque candidat peut présenter des propositions supplémentaires comportant des variantes limitées dérogeant aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières et de ses pièces annexes sous la condition de respecter le programme.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

Sans objet.

2-14. Mesures particulières concernant l'organisation du chantier

Une ligne aérienne HTA est existante sur l'emprise de la construction et sera conservée. Les entreprises devront respecter les normes et règles en vigueur pour intervenir près de celle-ci et devront mettre en œuvre tous les moyens pour réaliser ces ouvrages en présence de celle-ci.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social dont le détail est indiqué ci-dessous. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette consultation comporte une condition particulière d'exécution visée par l'article L2112-2 et L2112-4 du Code de la commande publique applicable au 1^{er} avril 2019. Le nombre d'heures d'insertion sociale à réaliser pour chaque lot est précisé ci-après :

N° de lot	Nature des travaux	Nombre d'heures d'insertion
2	voirie – réseaux divers	39
3	gros œuvre	150
4	charpente bois	39
5	couverture - bardage	78
6	menuiseries extérieures aluminium	39
7	menuiseries intérieures bois	39
8	serrurerie	39
9	doublages – cloisons – isolation – plafond	117
12	peintures	117
13	nettoyage	39
14	électricité	150
15	sanitaire – VMC – chauffage	150

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 et L2112-4 du Code de la commande publique applicable au 1^{er} avril 2019 en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique (voir Article 1-6.5 du CCAP).

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

N° de lot	Conditions d'exécution
1	Déconstruction soignée, tri des déchets, équipements, produits et matériaux conformément à l'inventaire et à la différenciation réalisés dans le diagnostic PEMD ; optimisation de la réutilisation des ressources disponibles (éléments réemployables parmi les équipements, produits et matériaux) conformément à l'inventaire réalisé dans le diagnostic ressources.
Autres lots	Tri des déchets et évacuation vers des filières de réutilisation, valorisation ou élimination conformément aux dispositions du SOGED

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) des différents lots ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) des différents lots ;
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le calendrier prévisionnel ;
- Les déclarations de travaux effectuées auprès du téléservice du guichet unique et les réponses des exploitants ;
- Le diagnostic amiante et plomb avant travaux ;
- Le diagnostic « produits, équipements, matériaux et déchets » (PEMD) ;

- Le diagnostic « ressources ».

Les diagnostics PEMD et Ressources ne concernent que le lot n°1.

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

- **Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat** qui sont précisées dans l'avis d'appel public à la concurrence.

Si le candidat a demandé de prendre en compte les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs sous-traitants au niveau de la candidature, il devra fournir le ou les demandes d'acceptation de ces derniers et d'agrément de leurs conditions de paiement dans l'enveloppe relative à l'offre.

Si le candidat répond à plusieurs lots, les justifications sont à fournir en un seul exemplaire.

dans un autre sous dossier :

- **Un projet de marché** comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- La décomposition du prix global forfaitaire : cadre ci-joint à compléter sans modification, sauf en cas de variante ou lorsque cette possibilité est indiquée dans le CCTP. La colonne quantité, qui est fournie à titre indicatif, peut être modifiée ;

En cas d'ajout ou de modification de prestations dans la DPGF, le candidat justifiera et détaillera les prestations nouvelles dans le mémoire justificatif et explicatif.

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils pourront s'inspirer du cadre de la décomposition du prix global forfaitaire.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

➤ Pour le lot n°1 :

- une note méthodologique sur l'approche et l'organisation des travaux, les techniques mises en œuvre, la description des moyens humains et matériels,
- des références ciblées et semblables à l'opération,
- une note sur les mesures envisagées pour assurer l'hygiène et la sécurité du chantier,
- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation de la Gestion des PEMD. Cette notice comprendra :
 - les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents éléments de déconstruction (PEMD : Produits, Equipements, Matériaux et Déchets) ;
 - les méthodes mises en œuvre pour préserver l'intégrité et l'état des éléments réemployables (déconstruction, manutention, stockage, transport),
 - les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage ou réemploi vers lesquels seront acheminés les PEMD ;
 - les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

Les mesures mises en œuvre devront permettre d'optimiser le réemploi ou le recyclage des PEM identifiés dans les diagnostics PEMD et Ressources.

➤ Pour les lots n°2 à 16 :

- une note méthodologique sur l'approche et l'organisation des travaux, les techniques mises en œuvre, la coordination avec les autres lots, le détail d'exécution des principaux ouvrages et installations, la description des moyens humains et matériels,
- des références ciblées et semblables à l'opération,
- une note sur les mesures envisagées pour assurer l'hygiène et la sécurité du chantier,
- la provenance des principales fournitures et leurs références : fiches descriptives des produits proposées, documentation, notices, PV.

Pour les produits faisant référence à des normes ou marques de qualité étrangères le candidat fournira tous les documents complémentaires permettant d'apprécier l'équivalence.

Les certificats originaux établis éventuellement dans une langue autre que le français devront être accompagnés de leur traduction en français.

Seuls seront examinés les certificats émis par des organismes accrédités (par des organismes d'accréditation signataires des accords dits "EA" ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011).

- Une notice retraçant le Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets de Chantier (SOGED). Cette notice comprendra :
 - Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;
 - Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;

- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.

➤ Pour le lot n°17 :

En complément des éléments demandés ci-avant :

- La désignation, l'adresse, le pays de chacun des sites de stockage des pièces détachées, des centres de services, notamment de maintenance, auxquels le candidat aura recours dans le cadre de l'exécution du présent marché, afin de permettre la vérification par l'acheteur du respect de l'exigence de localisation figurant à l'article IV du CCTP.
- Une attestation délivrée par un organisme de certification ayant passé une convention avec l'État conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 octobre 2021 justifiant que le bilan carbone des modules proposés par ne candidat n'excède pas le plafond de 680 kg eq CO2/kWc, évalué selon la méthode définie à l'article IV du CCTP.

Afin de faciliter la comparaison des offres pour l'acheteur, et dans un souci d'équité de traitement entre les différents soumissionnaires, l'évaluation du poids carbone de chaque offre de fourniture devra faire l'objet d'une certification par un organisme ayant passé une convention avec l'État conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 octobre 2021 précité.

Cette action de certification incombe au fabricant qui doit mettre à disposition du candidat l'attestation concernant ses produits. La charge de la preuve est donc du côté du candidat, et non de l'acheteur.

- Une attestation de garantie prouvant que la garantie s'exerce au minimum depuis 10 ans. Si le fabricant exerce depuis moins de 10 ans, il conviendra d'indiquer l'ancienneté de l'entreprise.
- Le candidat apportera la preuve du respect de l'exigence sur la recyclabilité des modules définie à l'article IV du CCTP, par mesures de contrôle ou d'audits auprès des fabricants.
- Le candidat apportera la preuve du respect de l'exigence sur la teneur en plomb et en cadmium des modules photovoltaïques définie à l'article IV du CCTP.

Traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement :

Le titulaire doit la plus grande transparence en matière de traçabilité sociale des chaînes d'approvisionnement mobilisées pour la fourniture de panneaux photovoltaïques objet du présent marché conformément à l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique.

Pour tous les lots, la présentation du mémoire justificatif et explicatif devra faciliter l'analyse des différents sous-critères mentionnés à l'article 4.2 du RC. Cette présentation est un des critères de jugement de la valeur technique, notée 10 pts sur 100.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - EXAMEN DES OFFRES ET NEGOCIATION

Le maître d'ouvrage commencera par analyser les candidatures avant d'examiner les offres.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Les offres relatives au lot n°17, qui ne comprendront pas la certification mentionnée ci-après pour permettre l'évaluation du poids carbone de l'offre, seront jugées irrégulières et ne seront pas analysées.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du

CCP.

Le RMO prévoit une négociation des offres qui pourra porter sur les prix et la qualité des prestations proposées. Toutefois, il se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Les critères d'attribution des marchés seront pondérés comme suit :

• **Lot n°1 : Déconstruction - Terrassement**

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du mémoire technique fourni par le candidat, notée sur 100 et décomposée comme suit:	40 %
- méthodologie, approche et organisation des travaux, techniques mises en œuvre	20 pts
- moyens humains et matériels	10 pts
- références ciblées et adaptées à l'opération	10 pts
- mesures pour assurer l'hygiène et la sécurité du chantier	10 pts
- gestion des PEMD	40 pts
- présentation du mémoire justificatif et explicatif :	10 pts
Le prix des prestations apprécié au vu de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) valorisée par le candidat.	60 %

• **Lots n°2 à n°16**

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du mémoire technique fourni par le candidat, notée sur 100 et décomposée comme suit:	40 %
- méthodologie, approche et organisation des travaux, techniques mises en œuvre pour respecter notamment les objectifs de délais et de phasage des travaux	35 pts
- moyens humains et matériels	15 pts
- références ciblées et semblables à l'opération	10 pts
- mesures pour assurer la sécurité du chantier et les installations d'hygiène	10 pts
- provenance des principales fournitures et références des fournitures	10 pts
- identification, tri et traitement des déchets	10 pts
- présentation du mémoire justificatif et explicatif :	10 pts
Le prix des prestations apprécié au vu de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) valorisée par le candidat.	60 %

• **Lot n°17 :**

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du mémoire technique fourni par le candidat, notée sur 100 et décomposée comme suit:	35 %
- méthodologie, approche et organisation des travaux, techniques mises en œuvre pour respecter notamment les objectifs de délais et de phasage des travaux	20 pts
- moyens humains et matériels	15 pts
- références ciblées et semblables à l'opération	10 pts
- mesures pour assurer la sécurité du chantier et les installations d'hygiène	10 pts
- provenance des principales fournitures et références des fournitures	10 pts
- documentabilité de la garantie	15 pts
- identification, tri et traitement des déchets	10 pts
- présentation du mémoire justificatif et explicatif	10 pts
Le poids carbone	35 %
Le prix des prestations apprécié au vu de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) valorisée par le candidat.	30 %

- Valeur technique de l'offre notée sur 100 points

Les notes partielles obtenues sur chaque sous-critère seront additionnées, la note de la valeur technique étant égale au total.

Cette note est ensuite pondérée pour donner une note (Nvt) sur 40 points pour les lots n°1 à 16 et 35 points pour le lot n°17.

- Valeur poids carbone de l'offre notée sur 100 points

Ce critère de jugement est appliqué uniquement pour le lot n°17 « Panneaux photovoltaïques »

La note attribuée est une note relative tenant compte de l'écart existant avec l'offre la moins chère (méthode proportionnelle)

La note maximale (100) est attribuée à l'offre dont le bilan carbone est le plus bas par rapport aux offres reçues, selon la formule suivante :

$$N = (\text{bilan carbone, exprimé en kg eq CO}_2\text{/kWc, le plus bas parmi les offres reçues/bilan carbone de l'offre examinée}) \times 100$$

Cette note est ensuite pondérée pour donner une note (Nc) sur 35 points.

Clause de contrôle de l'impact carbone par un tiers

Afin de faciliter la comparaison des offres pour l'acheteur, et dans un souci d'équité de traitement entre les différents soumissionnaires, l'évaluation du poids carbone de chaque offre de fourniture devra faire l'objet d'une certification par un organisme ayant passé une convention avec l'État conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 octobre 2021 précité.

Cette action de certification incombe au fabricant qui doit mettre à disposition du candidat l'attestation concernant ses produits. La charge de la preuve est donc du côté du candidat, et non de l'acheteur.

- Valeur prix de l'offre pour les lots n°1 à n°16

La note attribuée est une note relative tenant compte de l'écart existant avec l'offre la moins chère (méthode proportionnelle)

La note maximale (100) est attribuée à l'offre la moins chère, les autres offres sont notées en proportion inverse de leur prix selon la formule suivante :

Pmin étant le prix de l'offre la moins chère, une offre de prix P reçoit la note N :

$$N = P_{\min} \times 100 / P, \text{ arrondie au centième.}$$

Cette note N est ensuite pondérée pour donner une note (Np) sur 60 points.

- Valeur prix de l'offre pour le lot n°17

La note sur 100 est calculée avec la formule suivante :

Pmoy étant le prix moyen des offres déposées, une offre de prix P reçoit la note N :

$$N = (100 \times P_{\text{moy}} / P_{\text{Moy}} + P), \text{ arrondie au centième.}$$

Cette note N est ensuite pondérée pour donner une note (Np) sur 30 points.

- Note globale de l'offre

La note globale sur 100 points sera attribuée par addition des notes Nvt et Np pour les lots n°1 à n°16 et par addition des notes Nvt, Nc et Np pour le lot n°17.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence DIRMC-DC-2025-01-01.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DIRMC / District Centre

18 rue Jean Solvain

43000 LE PUY EN VELAY

Copie de sauvegarde pour : Déconstruction et reconstruction du CEI de Langogne

Référence : DIRMC-DC-2025-01-01

Lot n° :

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 20 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([\[http://www.marches-publics.gouv.fr\]](http://www.marches-publics.gouv.fr)) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser à/au :

M. Le Chef du CEI de Langogne

ZI Route de Pignol

48300 Langogne

Tél: 04 66 46 55 20

Courriel: cei-langogne.territoire-ardeche-haute-loire.dc.dirmc@developpement-

durable.gouv.fr